

N° DP 25/3

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVIS SUR DEMANDE FORMEE PAR LES ENTREPRISES GUINTOLI, EHTP, NGE GENIE CIVIL, NGE ROUTES POUR UNE DEROGATION PREFECTORALE TEMPORAIRE INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL 2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L.3132-26 du Code du Travail,

**VU** l'article L.3132-21 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de la Métropole doit être sollicité lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public (dérogation préfectorale temporaire individuelle),

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, promulguée le 6 août 2015,

**VU** le courrier du 19/12/2024 de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Var (DDETS 83), ci-annexée, sollicitant l'avis de la Métropole pour une dérogation temporaire au repos dominical concernant la demande formée par les entreprises GUINTOLI / EHTP / NGE GENIE CIVIL / NGE ROUTES pour le compte de leur client ESCOTA à propos de 2 dimanches dans le cadre des travaux d'élargissement de l'autoroute A57,

**CONSIDERANT** l'article R.3132-16 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe le lieu d'intervention des salariés doit être donné dans le délai d'un mois,

**CONSIDERANT** que la Métropole n'émet pas de réserve à cette demande de dérogation au repos dominical,

# DECIDE

## ARTICLE UNIQUE

**DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE**, sauf avis contraire du Conseil Municipal, à la demande de dérogation préfectorale temporaire individuelle ci-annexée.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 JAN. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes, positioned below the printed name and title.

2000 1000 2000



# PRÉFET DU VAR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités

Toulon le 19 décembre 2024

Affaire suivie par : Agnès MASSA  
Tél. : 06 51 82 28 84  
Mèl. : [agnes.massa@var.gouv.fr](mailto:agnes.massa@var.gouv.fr)  
Mèl : [accord-entreprise@var.gouv.fr](mailto:accord-entreprise@var.gouv.fr)

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Président  
de Toulon Provence Méditerranée  
107 bd Henri Fabre  
CS – 30536 -  
83041 Toulon cedex 09

**Objet :** Avis sur demande de dérogation à la règle du repos dominical

**P.J :** Copie de la demande

En application de l'article L.3132-21 du code du travail, je sollicite l'avis de l'organe délibérant de votre EPCI concernant la demande reçue le 18 décembre 2024 formée par les entreprises NGE ROUTES, GUINTOLI, EHTP situées au parc d'activité de la Laurade – 13103 – ST ETIENNE DU GRES visant à bénéficier d'une dérogation au repos dominical de ses salariés sur le fondement de l'article L.3132-20 du code du travail (dérogation préfectorale temporaire individuelle).

Conformément à l'article R.3132-16 du code du travail, l'avis des conseils municipaux doit être donné dans le délai d'un mois. J'attire votre attention sur le fait que cette échéance ne prolonge pas le délai de deux mois à compter de la réception de la demande dont je dispose pour rendre une décision.

En conséquence et afin d'éviter que ce dossier ne fasse l'objet d'une décision implicite de rejet, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser cet avis et vos éventuelles observations afin qu'ils me parviennent **avant le 19 janvier 2025**

Dans l'hypothèse où votre conseil municipal ne serait pas en capacité de donner son avis dans le délai réglementaire, je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer la date de la prochaine session du conseil municipal suivant la réception du présent courrier et de me transmettre son avis dès que celui-ci sera rendu.

Vous trouverez ci-joint copie de la demande formée par les entreprises NGE GENIE CIVIL, NGE ROUTES, GUINTOLI, EHTP.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental et par  
subdélégation,  
Le Directeur du travail  
Chef du Service Appui et Relations du travail

Emmanuel JOLY





**DDETS du VAR**  
**155 rue Saint Bernard**  
**TOULON 83000**

À Saint-Etienne-du-Grès, le 19 décembre 2024

**Réf. : DRH/CLI/A57/2025**

**Courrier envoyé par mail le 19 décembre 2024**

**Objet** : Dérogation concernant les travaux exécutés de nuit le dimanche sur le chantier de l'élargissement de l'autoroute A57

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du marché cité en objet, les sociétés GUINTOLI, EHTP, NGE GENIE CIVIL, NGE ROUTES, sont chargées par notre client ESCOTA des derniers travaux de chaussées (pose de la couche de roulement définitive BBTM/BBDr), et compte tenu de l'importance du trafic autoroutier dans ce secteur, ces interventions se dérouleront sous fermeture complète de l'autoroute. Cette fermeture sera planifiée et organisée par le concessionnaire ESCOTA, afin de minimiser les risques d'embouteillages et d'accidents.

Notre client ESCOTA ne souhaite pas que cette coupure ait lieu du lundi au samedi.

Les travaux seront réalisés :

1. du 14 au 17 février 2025 (en cas d'empêchement cette opération aura lieu du 28 février au 3 mars 2025)
2. du 21 au 24 février 2025 (en cas d'empêchement cette opération aura lieu du 7 au 10 mars 2025)

Chaque salarié, volontaire, privé du repos du dimanche bénéficiera d'un repos compensateur et d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due.

Un accord collectif a été signé à ce sujet en date du 16 décembre 2024 dont vous trouverez la copie en annexe 1.



Pour ces raisons, nous vous demandons de bien vouloir nous accorder la dérogation au repos dominical nécessaire à la réalisation de ces travaux.

Pour toutes informations complémentaires, vous pouvez me contacter directement :

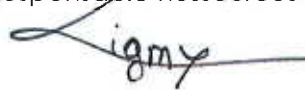
Téléphone : 06.61.90.64.76

Courriel : [cligny@nge.fr](mailto:cligny@nge.fr)

Adresse postale de notre siège social : Parc d'Activité de Laurade, 13103 Saint-Etienne-du-Grès.

Bien entendu je reste personnellement à votre disposition et je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

**Claire LIGNY**  
Responsable Ressources Humaines



**Pièce jointe :**

- *Accord collectif*





**ACCORD COLLECTIF**  
**CONCERNANT LES TRAVAUX EXECUTES DE NUIT ET DE DIMANCHE SUR**  
**LE CHANTIER DE L'AUTOROUTE A57**

Entre les soussignés :

La société GUINTOLI, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est à SAINT ETIENNE DU GRES (13103) Parc d'Activités de Laurade,

La société NGE ROUTES, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est à SAINT ETIENNE DU GRES (13103) Parc d'Activités de Laurade,

La société NGE GENIE CIVIL, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est à SAINT ETIENNE DU GRES (13103) Parc d'Activités de Laurade,

La société E.H.T.P, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est à SAINT ETIENNE DU GRES (13103) Parc d'Activités de Laurade,

Représentées par Monsieur Stéphane PEREZ, en sa qualité de Président,

D'une part,

ET :

L'organisation Syndicale FO

Représentée par Monsieur Franck LEFEBURE, Délégué Syndical FO

L'organisation Syndicale CGT

Représentée par Monsieur Orlindo DA SILVA, Délégué Syndical CGT

L'organisation Syndicale CFDT

Représentée par Monsieur Frédéric GAUTHIER, Délégué Syndical CFDT

D'autre part,

Préambule :

Cet accord est conclu dans le cadre de plusieurs opérations qui auront lieu sur le chantier d'élargissement de l'autoroute A57.

Pour l'exécution des derniers travaux de chaussées (pose de la couche de roulement définitive BBTM/BBDr), et compte tenu de l'importance du trafic autoroutier dans ce secteur, ces interventions se dérouleront sous fermeture complète de l'autoroute. Cette fermeture sera planifiée et organisée par le concessionnaire ESCOTA, afin de minimiser les risques d'embouteillages et d'accidents.

01

FL

2

Les travaux seront réalisés :

1. **du 14 au 17 février 2025** (en cas d'empêchement cette opération aura lieu du 28 février au 3 mars 2025)
2. **du 21 au 24 février 2025** (en cas d'empêchement cette opération aura lieu du 7 au 10 mars 2025)

Il apparaît donc indispensable d'adapter l'organisation du temps de travail des personnels intervenant sur le chantier aux contraintes de réalisation énoncées ci-dessus.

### **Article 1 – Champ d'application**

Le présent accord est conclu dans le cadre de la réglementation concernant le travail de nuit, en application de la loi du 8 août 2016.

Si des dispositions légales réglementaires ou futures devaient être plus avantageuses ; elles seraient appliquées à la place du présent accord. Si ces dispositions étaient moins avantageuses, les dispositions du présent accord continueraient à être appliquées dans les conditions qu'il prévoit.

Seuls subsistent les avantages individuels, attribués par contrat de travail, qui ne relèveraient pas du statut collectif et qui ne seraient pas en contradiction avec celui-ci.

Les dispositions du présent accord complètent celles des conventions collectives et accords d'entreprise applicables aux ouvriers, ETAM et cadres (positions A1, A2 et B) de l'entreprise.

### **Article 2 - Durée de l'accord**

L'accord est conclu pour la période allant du 14 février 2025 au 10 mars 2025. Il entrera en application à compter du 14 février 2025.

### **Article 3 - Personnel concerné**

Le présent accord concerne les salariés des sociétés GUINTOLI, E.H.T.P, NGE ROUTES et NGE GENIE CIVIL, pour les catégories socioprofessionnelles ouvriers, ETAM et cadres amenées à intervenir sur le chantier, telles que définies par les conventions collectives précédemment citées.

Afin de permettre à ces sociétés d'assumer leur charge de travail, les personnes concernées par cet accord devraient être au nombre de :

Pour la société GUINTOLI, 12 salariés :

- 5 cadres,
- 2 ETAM,
- 5 ouvriers

01 12 3

Pour la société NGE ROUTES, 45 salariés :

- 5 cadres,
- 10 ETAM,
- 30 ouvriers

Pour la société EHTP, 5 salariés :

- 1 cadre,
- 1 ETAM,
- 3 ouvriers

Pour la société NGE GENIE CIVIL 1 salarié :

- 1 cadre

Les salariés amenés à intervenir sur le chantier seront, en priorité et dans la mesure du possible, ceux résidant au plus près du chantier.

### **Délai de prévenance**

En cas de circonstances exceptionnelles (naissance, décès...), un salarié pourra, sans délai, ne pas travailler le ou les dimanches concernés par le présent accord.

### **Article 4 – Définition du travail de nuit**

Il s'agit de tout travail effectué au cours d'une période d'au moins neuf heures consécutives, commençant au plus tôt à 21h00, s'achevant au plus tard à 7h00 et comprenant l'intervalle entre minuit et 5h00.

### **Article 5 – Organisation du temps de travail et horaires des équipes**

Par dérogation aux principes de l'accord sur l'organisation du temps de travail du 8 janvier 1997 et de ses avenants applicables dans l'entreprise, il est mis en place, pour la durée limitée d'application du présent accord, les modalités d'organisation du temps de travail suivantes :

Pour les sociétés GUINTOLI, NGE ROUTES, E.H.T.P et NGE GENIE CIVIL, selon la nature des travaux à réaliser, les équipes interviendront de nuit et dimanche :

- **du 14 au 17 février 2025** entre 19 heures et 9 heures avec une pause d'une heure non décomptée du temps de travail (trois équipes)
- **du 21 au 24 février 2024** 19 heures et 9 heures avec une pause d'une heure non décomptée du temps de travail (trois équipes)

La durée maximale quotidienne du travail effectué de nuit ne pourra excéder 10 heures.

La durée maximale hebdomadaire du travail effectué de nuit ne pourra excéder 44 heures.

Le temps de repos entre deux postes sera au minimum de 11 heures consécutives.

Le temps de repos hebdomadaire sera au minimum de 35 heures consécutives.



## Article 6 - Rémunération et contreparties

En complément de la rémunération des heures effectuées et des indemnités de déplacement, les contreparties au travail de nuit et de dimanche sont :

- ↳ pour les collaborateurs n'effectuant pas de tâches d'enrobé (y compris les collaborateurs NGE ROUTES), ils bénéficieront de la prime forfaitaire de nuit de 60 € bruts intégrant la prime de poste (9,15 €) et la prime de casse-croûte (5,90 €),
- ↳ pour les collaborateurs affectés à des tâches d'enrobé (quelque soit la société qui les emploie), les heures réalisées entre 22 heures et 5 heures seront majorées à 100% sans autres compensations,
- ↳ les deux compensations mentionnées ci-dessus ne peuvent se cumuler,
- ↳ les heures travaillées les jours fériés seront majorées à 100% (sauf le 1<sup>er</sup> mai chômé),
- ↳ les heures travaillées le dimanche seront majorées à 100%,
- ↳ en cas de poste de jour, une prime de poste de 9,15€ bruts et une prime de casse-croûte de 5,90€ bruts,
- ↳ les ETAM de chantier et ouvriers mensuels amenés à travailler durant un pont chômé au sein de l'entreprise bénéficieront d'une journée de repos supplémentaire à prendre dans les trois mois. En cas d'impossibilité dans ce délai pour un salarié de récupérer cette journée chômée pour l'entreprise mais travaillée sur le chantier, il lui sera versé une prime équivalente à la majoration de 100% pour les heures travaillées le jour chômé,
- ↳ à partir de 270 heures de travail effectué de nuit, une journée de récupération sera octroyée aux salariés concernés,
- ↳ une journée de repos compensateur en complément du repos hebdomadaire légal (art L3132-2 Code du Travail) dont la durée minimale est de 35 h soit 24 h + 11 h.

Enfin, les salariés ne pourront pas percevoir une rémunération brute mensuelle inférieure à celle qu'ils auraient perçue en travaillant de jour.

## Article 6 Bis - Dispositions en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes en situation de handicap

### ↳ Engagements pris en termes d'emploi

- Les sociétés GUINTOLI, NGE ROUTES, E.H.T.P et NGE GENIE CIVIL s'engagent à réserver du temps de travail à des jeunes de moins de 26 ans ou des personnes qui sont éloignées de l'accès à l'emploi.
- Sont éloignées de l'accès à l'emploi et sont visées par le présent article les personnes appartenant aux catégories administratives suivantes :
- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du RSA ou ayant droit ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'Allocation Parent Isolé (API) ;
- les jeunes de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;

- les demandeurs d'emplois résidants des quartiers inscrits dans la géographie prioritaire du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ou des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des personnes éloignées de l'accès à l'emploi.

#### La Politique Handicap

La société, en collaboration étroite avec la médecine du travail et Cap Emploi, travaille à l'intégration et au maintien dans l'emploi des collaborateurs en situation de handicap ou déclarés inaptes ou en risque d'inaptitude.

### **Article 7 - Déplacements**

Les trajets domicile-chantier s'effectuent au moyen des véhicules personnels des salariés (comme pour le reste du chantier). Pas de déplacements autres à prévoir.

Les indemnités de grand déplacement doivent être maintenues conformément aux accords NAO.

### **Article 8 - Hygiène et sécurité**

Toutes les mesures de prévention applicables sur ce chantier sont consignées dans un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (P.P.S.P.S).

Le P.P.S.P.S ainsi que les notices d'information seront commentés à chaque salarié lors de son arrivée sur le chantier lors de l'accueil sécurité.

Un correspondant sécurité sera spécifiquement désigné afin d'effectuer un contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures de prévention décrites dans le P.P.S.P.S.

Ce document est à disposition des salariés qui souhaiteraient le consulter, au bureau du chantier.

### **Article 9 - Changement d'affectation**

Tout salarié souhaitant une réaffectation (en l'occurrence du secteur) pour des raisons familiales impérieuses pourra le faire savoir auprès de sa hiérarchie.



### **Article 10 - Révision et dénonciation**

Chaque partie signataire peut demander la révision ou la dénonciation de tout ou partie du présent accord, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

### **Article 11 - Dépôt légal**

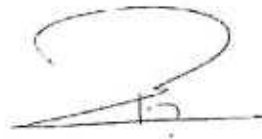
Un exemplaire du présent acte sera déposé auprès du Secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes d'Arles, et un exemplaire auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi via la plateforme «TéléAccords».

### **Article 12 -Publicité de l'accord**

Les parties au présent accord – chantier A57 - conviennent que l'article 6 soit occulté et qu'il ne fasse donc pas l'objet d'une publication sur la base de données nationale pour des raisons de confidentialité vis-à-vis des entreprises concurrentes.

Fait en 4 exemplaires originaux à Saint Etienne du Grès, le 16 décembre 2024.

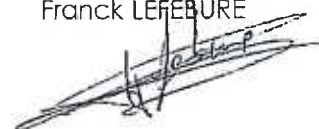
Pour les sociétés GUINTOLI, NGE ROUTES, EHTP, NGE GC  
Stéphane PEREZ



Pour la CGT  
Orlando DA SILVA



Pour FO  
Franck LEFEBURE



Pour la CFDT  
Frédéric GAUTHIER